

ARRETE

Objet : Arrêté d'ouverture de l'examen professionnel d'accès au grade d'animateur principal de 1^{ère} classe par voie d'avancement de grade (H et F), session 2026.

Le Président du centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Isère,

Vu la partie législative du Code général de la Fonction publique,

Vu la loi n°2016-486 du 20 avril 2016 modifiée relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017, relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 modification de transformation de la fonction publique,

Vu la partie réglementaire du Code général de la fonction publique, et notamment les articles :

- R325-1 à R325-142 relatifs au recrutement par concours, aux modalités d'inscription aux concours et examens professionnels et aux modalités de désignation des membres des jurys,

- R352-1 à R352-4 relatifs aux dérogations aux règles normales de déroulement des concours, des procédures de recrutement et des examens,

Vu le décret n° 94-163 du 16 février 1994 ouvrant aux ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne autres que la France l'accès à certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2016-594 du 12 mai 2016 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2011-558 du 20 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des animateurs territoriaux,

Vu le décret n° 2011-562 du 20 mai 2011 fixant les modalités d'organisation de l'examen professionnel prévu au III de l'article 16 du décret n° 2011-558 du 20 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des animateurs territoriaux,

Vu le schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation adopté par les 12 centres de gestion de la région Auvergne-Rhône-Alpes, signé le 13 avril 2022,

Vu l'accord régional de répartition d'organisation des concours et examens adopté par les 12 départements de la région Auvergne Rhône Alpes et figurant au calendrier 2026,

Vu le règlement général des concours et examens professionnels organisés par le Centre de Gestion de l'Isère,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Isère organise pour les besoins des collectivités des départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes l'examen professionnel d'accès au grade d'animateur principal de 1^{ère} classe par voie d'avancement de grade, session 2026.

Les épreuves de l'examen professionnel d'accès au grade d'animateur principal de 1^{ère} classe par voie d'avancement de grade se dérouleront de la façon suivante :

- l'épreuve écrite le jeudi 17 septembre 2026, au Prisme de Seyssins 89 avenue de Grenoble, 38180 SEYSSINS et au Centre de Gestion de l'Isère 493 rue des Universités, 38400 SAINT MARTIN D'HERES,
- l'épreuve orale à partir du 25 novembre 2026, au Centre de Gestion de l'Isère 493 rue des Universités, 38400 SAINT MARTIN D'HERES,

ARTICLE 2 : Conditions de candidature de l'examen professionnel

L'examen professionnel ouvert aux fonctionnaires justifiant d'au moins un an dans le 6^e échelon du 2^e grade (soit le grade d'animateur principal de 2^e classe) et d'au moins 3 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.

Compte tenu de la mesure dérogatoire contenue à l'article 16 du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié, permettant aux candidats de subir les épreuves d'un examen professionnel au plus tôt un an avant la date à laquelle ils doivent remplir les conditions d'inscription au tableau d'avancement, la condition d'ancienneté sera appréciée au 31 décembre 2027.

Les candidats doivent être en fonction à la clôture des inscriptions.

Par ailleurs, et en application des dispositions de l'article 10 du décret n°2022-1200 modifiée, les fonctionnaire qui, à la date d'entrée en vigueur du décret n°2022-1200, relevant de l'un des cadres d'emplois régis par le décret n°2010-329 du 22 mars 2010, sont réputées réunir les conditions pour un avancement au grade supérieur à la date à laquelle ils les auraient réunis en application des dispositions prévues à l'article 25 du décret n°2010-329 du 22 mars 2010, dans sa rédaction antérieure au 1^{er} septembre 2022.

Pourront donc également être autorisés à concourir à la session 2026, les candidats qui rempliront les anciennes conditions au plus tard à la date du 31 décembre 2027. A savoir les fonctionnaires justifiant d'au moins 1 an d'ancienneté dans le 5^{ème} échelon du grade d'animateur principal de 2^{ème} classe et justifiant d'au moins 3 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.

ARTICLE 3 : Modalités de pré-inscription en ligne uniquement

La préinscription en ligne sera ouverte du **10 mars 2026 au 15 avril 2026, 23h59**, dernier délai (heure métropolitaine).

La préinscription en ligne sera accessible par l'intermédiaire du portail national : www.concours-territorial.fr puis sur le site internet du Centre de gestion de l'Isère : www.cdg38.fr pendant la période indiquée ci-dessus.

Toute préinscription en ligne génère l'édition d'un identifiant et d'un mot de passe permettant un accès à l'espace sécurisé du candidat destiné à suivre l'avancée de son dossier et les différentes étapes de l'examen.

Cette préinscription ne sera considérée comme inscrite qu'après la validation de l'inscription par le candidat à partir de son espace candidat en cliquant sur le bouton « **valider mon inscription** », du **10 mars 2026 au 23 avril 2026 23h59** dernier délai (heure métropolitaine) et du dépôt des pièces justificatives. En l'absence de validation de l'inscription dans les délais, la préinscription en ligne sera annulée.

Le candidat doit transmettre les pièces justificatives, au plus tard à la date de clôture des inscriptions, fixée le **jeudi 23 avril 2026**:

- Par voie dématérialisée via l'espace sécurisé du candidat, à 23h59 au plus tard (date et heure de dépôt sur l'espace candidat faisant foi),
- A défaut par courrier, à 23h59 au plus tard (date de la poste faisant foi) ou par dépôt au Centre de gestion de l'Isère, aux horaires d'ouverture au public.

Déroqations aux règles normales des concours en faveur des candidats en situation de handicap

Sur la base d'un certificat médical émanant d'un médecin agréé par la préfecture, l'autorité organisatrice met en place les aménagements demandés afin de compenser, autant que faire se peut, le handicap du candidat et ainsi maintenir l'égalité de traitement de l'ensemble des candidats au concours ou à l'examen professionnel.

Le certificat médical précise la nature des aides humaines, techniques et les aménagements nécessaires pour permettre aux candidats, compte tenu de la nature et de la durée des épreuves, de composer dans de conditions compatibles avec leur situation.

Le certificat médical doit avoir été établi moins de six mois avant le déroulement des premières épreuves et être transmis au plus tard 6 semaines avant le déroulement de la première épreuve (soit avant le 4 août 2026).

ARTICLE 4 : Ne participe à l'épreuve orale que le candidat ayant obtenu une note au moins égale à 5 sur 20 à l'épreuve écrite.

ARTICLE 5 : Les candidats disposent en cas de contestation d'un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté pour déposer un recours devant le tribunal administratif de Grenoble (possibilité de saisir le tribunal administratif par la voie de l'application « Télerecours citoyens » : www.telerecours.fr). Dans ce délai, les candidats peuvent également déposer un recours gracieux devant Monsieur le Président du centre de gestion de l'Isère, cette démarche suspendant le délai du recours contentieux.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera publié sur le site internet www.cdg-aura.fr, après transmission à Madame la Préfète et de l'Isère.

St Martin d'Hères, le 23 janvier 2026,

Le Président,
de Gestion de la
Fonction Publique
Territoriale de
Jean-Damien MERMILLOD-BLONDIN